SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 29 JUIN 1878.

Rapport de la Commission de la Justice, chargée d'examiner le Projet de Loi contenant des dispositions pénales contre les offres ou propositions de commettre certains crimes.

(Voir les N°s 195, 207 et 221 de la Chambre des Représentants, et le N° 91 du Sénat.)

Présents : MM. DE WANDRE, le Vicomte DU BUS DE GISIGNIES, DE KERCHOVE, H. DOLEZ, le Baron d'ANETHAN, Président-Rapporteur.

MESSIEURS,

Les lois tendent à former et à maintenir le lien social en protégeant les personnes et les propriétés. Pour atteindre ce but, la législation pénale doit réprimer tous les actes qui portent un préjudice prévu et défini par elle, soit aux individus en particulier, soit à la société en général, et proportionner la peine à la gravité et à l'immoralité du délit. (Legraverend, *Traité de la législation criminelle.*)

Le cercle de la législation étant plus circonscrit que celui de la morale, les infractions à la morale peuvent ne pas constituer des délits, si elles ne sont pas accompagnées d'actes extérieurs, qui aient les caractères que nous venons d'indiquer, et qui soient susceptibles d'être établis par des preuves juridiques.

C'est en nous plaçant à ces différents points de vue que nous avons examiné la loi qui nous est soumise.

La proposition ou l'offre de commettre un crime doit-elle être rangée au nombre des délits? Il n'y aura sans doute qu'une voix pour flétrir l'immoralité de l'auteur d'une semblable proposition qui, clairement exprimée, constitue un acte extérieur dont le législateur doit apprécier la portée et les conséquences pour décider s'il convient de le réprimer par une disposition pénale. — Or, celui qui s'offre à un autre pour commettre un crime, ou qui lui propose de le commettre avec ou sans son aide, ne se borne pas à manifester une intention qui, lorsqu'elle est isolée et renfermée en quelque sorte dans le for intérieur, échappe à la répression pénale, il suggère, en outre, l'idée d'un crime, ou s'offre à en être l'instrument, ce qui constitue un danger évident, soit pour la société, soit pour l'individu, suivant la nature du crime auquel la proposition se rapporte.

Mais pour justifier la répression, le danger doit être sérieux, et l'offre ou la proposition doit être conçue en termes clairs et précis, ne prêtant à aucun doute, à aucune équivoque.

Votre Commission admet donc le principe de la loi. Elle trouve aussi que la présentation en a été opportune. Une circonstance récente ayant révélé une lacune dans la législation, le Gouvernement avait l'obligation de la combler et de rechercher si les dispositions pénales complémentaires ne devaient pas comprendre d'autres faits ayant assez de gravité pour être placés sur la même ligne que celui à raison duquel l'opinion publique s'était justement émue.

En agissant ainsi, le Gouvernement a fait une œuvre complète, qui ne se borne pas à nous mettre à même de remplir tous nos devoirs internationaux, mais qui tend en même temps à donner en Belgique de nouvelles garanties pour la sécurité des personnes et pour la protection des propriétés.

L'examen des articles de la loi auquel nous allons nous livrer, nous fournira l'occasion de juger si le projet répond aux exigences que nous venons de signaler, et d'apprécier les objections par lesquelles il a été combattu.

ART. 1^{er}.

Cet article punit l'offre ou la proposition de commettre un crime punissable de la peine de mort ou de celle des travaux forcés. Il s'agit dans ce paragraphe de l'offre ou de la proposition écrite, si elle est seulement verbale; elle est prévue par le dernier paragraphe.

Il a été proposé à la Chambre de ne rendre punissable que l'offre ou la proposition de commettre un assassinat; cet amendement n'a pas été admis, et nous pensons que c'est avec raison. Il y a, en effet, d'autres crimes que l'assassinat qui font courir des dangers et répandent l'inquiétude dans la société ou chez les individus. Comment pourrait-on logiquement innocenter la proposition de ces crimes alors qu'on reconnaît devoir punir la proposition de commettre un assassinat? La considération que le besoin d'une nouvelle loi s'est révélé uniquement à cause de l'offre qui avait été faite de commettre un assassinat ne nous paraît nullement concluante.

Qu'importe, en effet, à l'occasion de quel fait spécial se sont révélées les lacunes de la loi pénale et la nécessité d'ériger en délit la simple proposition de commettre ce fait spécial? Cette nécessité reconnue, ne fallait-il pas, sous peine d'inconséquence, se demander si d'autres propositions n'avaient pas le même caractère de criminalité, et était-il possible de méconnaître qu'outre l'assassinat, il y avait encore d'autres faits très-graves, qu'on ne devait pas pouvoir impunément offrir ou proposer de commettre? Si le fait qui a donné l'idée de la loi eût été, par exemple, une proposition d'incendie, aurait-on soutenu qu'il ne fallait porter une peine que contre l'auteur de cette proposition, et qu'il ne fallait pas punir celui qui offrirait de commettre un assassinat? Évidemment non. — On aurait compris qu'il convenait de généraliser la disposition, et c'est ce que fait la loi proposée en rangeant au nombre des délits l'offre ou la proposition de commettre un crime punissable de la peine de mort ou de celle des travaux forcés.

Le Code pénal punit déjà la menace d'attentats contre les personnes et les propriétés, lorsque ces attentats sont passibles de ces peines. Sous ce rapport la loi nouvelle se trouve donc en harmonie avec le Code ; mais elle s'en écarte en ne comprenant pas au nombre des délits la proposition de commettre un crime contre lequel n'est portée que la peine de la reclusion, tandis que la menace d'un semblable crime est prévue par l'article 330 du Code pénal.

Le projet primitif avait consacré, quant aux propositions, le principe du Code pénal. Malgré l'honorable rapporteur, M. Thonissen, qui a déclaré dans la discussion à la Chambre qu'il était de l'avis du Gouvernement (23 juin, page 1064), cette disposition a été repoussée par la Commission, et M. le Ministre de la Justice s'est rallié à cette suppression.

Des membres de votre Commission ont exprimé le regret que cette modification au projet primitif eût été introduite; d'après eux, il y a d'excellentes raisons pour ne pas l'admettre; toutefois, en présence de l'acquiescement du Gouvernement, et pour ne pas retarder l'adoption de la Loi, ils ne proposeront pas et ne voteront pas d'amendement.

Celui qui accepte une proposition punissable est soumis à la même peine que l'auteur de la proposition. Nous examinerons, en nous occupant du § 5, de quelle nature doit être cette acceptation pour revêtir le caractère d'un délit.

La création de ce nouveau délit ne porte aucune atteinte aux règles qui régissent la complicité et la tentative.

La loi ne fait qu'appliquer à certaines propositions caractérisées et non suivies d'effet, des principes déjà admis pour des cas très-graves par le Code pénal lui-même.

D'après le § 2, le coupable pourra être condamné à l'interdiction conformément à l'art. 33 du Code pénal, et être placé sous la surveillance de la police.

Cette disposition n'a pas soulevé d'objection. C'est surtout pour des cas semblables que la mise sous la surveillance de la police est utile, afin de garantir, contre l'exécution de projets coupables, les personnes menacées.

Le dernier paragraphe déclare les offres ou les propositions verbales non punissables quand elles ne sont pas accompagnées de dons ou de promesses, ou subordonnées à des dons ou à des promesses.

Quoique le Code pénal, dans l'art. 328, exige également, pour rendre la menace verbale punissable, qu'elle ait été faite avec ordre ou sous condition, la disposition proposée a été critiquée : Celui qui fait, a-t-on dit, une proposition verbale, est peut-être plus coupable et plus dangereux que celui qui fait une proposition par écrit, pourquoi donc, ajoute-t-on, ne pas les mettre sur la même ligne?

Nous ne pouvons pas admettre d'une manière complète cette observation. Sans doute il peut arriver qu'une proposition verbale révèle, dans son auteur, autant d'immoralité et plus d'astuce qu'une proposition écrite, mais en général la proposition écrite suppose plus de préméditation qu'une proposition verbale qui peut parfois être provoquée par un mouvement spontané d'indignation ou de colère; quoi qu'il en soit de ces appréciations, le motif principal ou plutôt le motif unique qui a fait déclarer non punissable la simple pro-

position verbale, c'est la difficulté de la preuve et le danger de voir transformer en proposition sérieuse des propos plus ou moins vagues et sur les termes et le sens desquels il est si facile de se tromper. Quand la proposition est accompagnée de dons ou de promesses, il est moins à craindre que le doute subsiste; les dons ou les promesses caractérisent en quelque sorte la proposition, et donnent ainsi plus de garanties contre les erreurs des témoignages verbaux.

Ces considérations de fait et de prudence nous paraissent devoir l'emporter sur la théorie absolue qui présente d'incontestables dangers.

Il nous reste à examiner quand l'acceptation sera punissable. La loi ne requiert pas une acceptation écrite. Le § 1^{er} n'y met pas, en effet, cette condition et le dernier paragraphe n'exige l'écriture que pour la proposition et nullement pour l'acceptation. Cette différence peut se justifier: lorsqu'une proposition écrite ou verbale, clairement définie, est prouvée, la base du délit est établie, et l'acceptation devient une chose simple dont la preuve ne présente ni difficulté, ni équivoque; il n'y a donc aucun motif pour faire une distinction entre une acceptation verbale et une acceptation écrite.

On a reproché à la loi, quant à l'acceptation, une certaine anomalie. Quelqu'un, dit-on, fait la proposition écrite de commettre un crime; cette proposition, même non agréée, est punissable. Une personne fait à une autre la même proposition verbale, sans dons ni promesses, cette dernière proposition est agréée par écrit, et l'on ne punit pas.

Cette prétendue anomalie n'existe pas dans le projet primitif qui punissait, dans tous les cas, l'acceptation, ce qui pouvait produire la conséquence de laisser impuni l'auteur de la proposition et de punir celui qui l'aurait acceptée. Cette conséquence n'est, du reste, pas aussi singulière qu'elle le paraît au premier abord. Nous avons vu, en effet, pourquoi on ne punit pas la proposition verbale sans dons ni promesses; ce n'est pas parce que l'immoralité est moindre qu'en cas de proposition écrite, c'est uniquement à cause des difficultés et des dangers de la preuve; mais lorsque quelqu'un a bien compris la proposition et s'engage par écrit à l'exécuter, il n'y a pas de doute possible quant aux intentions de l'acceptant, et dès lors la loi pourrait justement le frapper.

Puisque, pour les motifs que nous avons indiqués, on a reconnu ne pas pouvoir punir la proposition verbale pure et simple, il y aurait deux autres moyens de faire droit aux observations présentées: ou ériger l'acceptation en délit spécial, ou déclarer punissable la proposition verbale soit acceptée, soit faite avec dons ou promesses. L'acceptation, comme les dons ou promesses, peut servir, en effet, à préciser la proposition, à démontrer son caractère sérieux et à en faciliter la preuve.

On aurait ainsi évité d'une manière certaine le retour de complications dont un membre de la Chambre signalait la possibilité, en supposant une acceptation écrite d'une proposition verbale non punissable tombant entre les mains d'un Gouvernement étranger, et devant laquelle acceptation la justice belge serait désarmée sous l'empire de la loi actuelle. (Discours de M. Bara, 22 juin 1875, p. 1062.)

Toutefois votre Commission ne croit pas devoir proposer d'amendement ni

(5)

se montrer plus sévère que le Gouvernement lui-même qui, ayant dû apprécier les nécessités politiques, a proposé les seules mesures qu'il croit nécessaire et assume ainsi toute la responsabilité de la situation.

ART. 2.

Cet article permet l'extradition à raison du délit qualifié à l'article 1^{er}.

Cet article est le complément presque indispensable de la loi : il ne faut pas que l'auteur d'un semblable délit puisse trouver à l'étranger, ou en Belgique, un asile qui le mette à l'abri d'un châtement mérité, et lui laisse en outre la faculté de renouveler ses criminelles propositions.

Votre Commission a l'honneur de vous proposer, Messieurs, l'adoption du Projet de Loi tel qu'il a été voté par la Chambre des Représentants.

Le Président-Rapporteur,
Baron D'ANETHAN.